

MASTER DE
SPÉCIALISATION EN
**DROIT DES
TECHNOLOGIES DE
L'INFORMATION ET DE
LA COMMUNICATION**





MASTER DE SPÉCIALISATION EN

DROIT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION



LES ATOUTS DE LA FORMATION À L'UNAMUR

- Des cours assurés par certaines et certains professeurs praticiens qui témoignent de leur expérience et qui sont membres du Centre de Recherche Information, Droit et Société (CRIDS) - un centre de référence en Europe fort de près de 50 chercheuses et chercheurs ;
 - Des enseignements axés vers la résolution de problèmes pratiques rencontrés tant par le secteur public que privé ;
 - Une place essentielle accordée à la discussion et à la réflexion interactive, notamment au départ des cas pratiques ou des lectures recommandées ;
 - Un diplôme avec une dimension internationale grâce à la réalisation possible d'une partie de votre programme à l'étranger : Barcelone (UOC), Hanovre, Lyon, Oslo, Vienne avec bourse Erasmus ; mais aussi Montréal (Canada) et Creighton (États-Unis), Lausanne (Suisse) avec une bourse de mobilité, ce qui permet de découvrir l'approche anglo-saxonne du droit d'Internet ;
 - La possibilité de choisir un stage d'un mois en immersion dans un cabinet d'avocats anglophone.
-



“Grâce à la formation DTIC, on quitte les domaines de droit traditionnels pour se familiariser avec toutes les applications en ce qui concerne les nouvelles technologies et les réglementations qui s’y appliquent. Une formation très enrichissante dont je suis toujours ravie aujourd’hui ! Merci !”

Ilse Haesaert,
conseillère chez Agoria ICT

QUELQUES QUESTIONS

- Vos données sur Facebook sont-elles protégées ?
- Un email ou un SMS peut-il servir de preuve ?
- Peut-on passer un contrat via Internet ?
- Qui est responsable en cas de propos racistes diffusés sur les réseaux ?
- Est-ce vraiment illégal de télécharger des oeuvres musicales sur Internet ?
- Google abuse-t-il de sa position dominante sur les moteurs de recherche en Europe ?
- Peut-on utiliser la carte d’identité électronique à des fins commerciales ?
- L’intelligence artificielle est-elle un risque pour les libertés fondamentales ?

Toutes ces questions trouvent des réponses dans les législations sur le commerce électronique, la protection des droits intellectuels, la lutte contre la cybercriminalité, les télécommunications, la protection de la vie privée et le droit de la concurrence. Ces législations proviennent toutes du droit européen destiné à harmoniser les solutions législatives à travers l’Europe.

VOS OBJECTIFS

- Maîtriser tous les aspects du droit d’Internet dans leurs dimensions nationales, européennes et internationales ;
- **Pour les juristes** : devenir des expert-es des législations sur le commerce électronique, la protection des droits intellectuels, la lutte contre la cybercriminalité, la protection de la vie privée, etc. ;
- **Pour les autres universitaires** : compléter votre formation par une approche du droit de l’Internet et des technologies de la communication.



LE PROGRAMME

> UN MASTER DE SPÉCIALISATION EN DROIT DES TIC : UNE SPÉCIALISATION AU COEUR D'UN CENTRE DE RÉFÉRENCE EN EUROPE.

Le programme vous offre une spécialisation en droit des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Le programme se compose de cours abordant **tous les aspects importants du droit d'Internet**. Ces aspects sont analysés dans leurs dimensions belge et internationale, essentiellement européenne. Des cours en technologie de l'information et économie, nécessaires à la correcte compréhension des enjeux juridiques liés au déploiement des TIC, viennent compléter la formation.

Un **séminaire résidentiel de deux jours**, dans un lieu convivial « au vert », vous permet de débattre à propos de questions liées à la régulation d'Internet.

Le master de spécialisation en DTIC présente une dimension pratique particulièrement développée. Ainsi, vous êtes invité-es à réaliser un **stage** à temps plein durant le mois de février au sein d'une entreprise IT ou spécialisée dans l'e-business, d'un cabinet d'avocats (francophone ou anglophone), d'une association européenne, d'un organisme public, etc.

En outre, vous participez en binômes au « **Namur Legal Lab** » qui offre des conseils juridiques auprès de jeunes start-ups. Cette dimension pratique du programme vise un triple objectif : fournir l'occasion d'avoir un contact avec le terrain professionnel, effectuer une approche pluridisciplinaire de la situation étudiée et rédiger un mémoire qui analyse de manière fouillée une question en lien avec le terrain professionnel approché.

Par ailleurs, le master de spécialisation en DTIC a des accords Erasmus et mobilité avec différentes universités, tant en Europe qu'en-dehors.



“Une formation spécialisée, reconnue et appréciée par les différent-es professionnel·les du secteur du droit des nouvelles technologies.”

Isabelle Vereecken,
Directrice de secrétariat
du Comité européen de la
Protection des données




“Le programme ouvre les juristes à la compréhension des aspects techniques et des enjeux économiques des TIC. Ces deux aspects sont fondamentaux dans la pratique du droit des TIC, que cela soit pour le conseil (création d’activités TIC, projets informatiques, protection des créations...) ou le contentieux (contrefaçon, mauvaise exécution d’un contrat...). Dans le cadre des enseignements, les étudiant-es sont confronté-es à des cas et des situations inspirés de la pratique, ce qui permet de stimuler une approche pragmatique des questions et problèmes.”

Alexandre Cruquenaire,
avocat spécialisé en droits intellectuels et en droit des technologies de l’information et de la communication chez Elegis.





STRUCTURE DU PROGRAMME DES COURS

	VOLUME HORAIRE COURS	CRÉDITS
Criminalité informatique	15 h	2
Droit des médias	15 h	2
Droit et technologie : données et intelligence artificielle	30 h	4
Droit des communications électroniques	30 h	4
Vie privée et protection des données	30 h	4
Droit du commerce électronique	45 h	5
Gouvernance d'Internet et e-gouvernement	30 h	4
Propriété intellectuelle et société de l'information	30 h	4
Lecture économique du droit des TIC	30 h	4
European competition law in the information society 	30 h	4
Systèmes d'information : méthodes et technologies	75 h	6
Séminaire résidentiel : régulation et société de l'information	15 h	2
Stage – Travail de fin d'études – Namur Legal Lab		15

TOTAL

60 CRÉDITS



Découvrez le détail des cours sur :
www.dtic.be

DÉBOUCHÉS

Le marché du travail a un besoin crucial de spécialistes en droit d'Internet. Tant dans le secteur privé que dans le secteur public, le recours aux nouvelles technologies est inévitable, tout comme la confrontation aux questions juridiques qui y sont liées, questions qui sont encore plus actuelles avec l'entrée en vigueur du règlement général sur la protection des données (RGPD).

Des cabinets d'avocat·es et des sociétés de consultance développent des départements IT (Information Technology) et sont à la recherche de juristes spécialisé·es dans cette matière.

Il en est de même pour les entreprises, les multinationales, les banques, les assurances et toutes les sociétés actives dans le commerce électronique.

Des débouchés existent également auprès d'organismes publics belges et internationaux. L'administration électronique est en plein développement. Le SPF Justice et le SPF Economie ont désormais un nouveau rôle à jouer. Des organismes spécialisés ont été créés pour assumer des responsabilités dans le domaine IT : l'Autorité de protection des données, l'Institut Belge des Postes et des Télécommunications, la Computer Crime Unit...



"Juriste en entrant au DTIC, j'en suis sorti en étant un expert des nouvelles technologies, capable d'en appréhender tous les aspects, m'ouvrant ainsi la voie vers une carrière riche et variée, qui m'a amené à être consultant spécialiste de l'innovation auprès d'un des leaders mondiaux de la consultance et de l'IT."

Yorick Cool, Manager Center for Advanced Studies Belux chez IBM



"Cullen International est le leader européen dans la fourniture d'informations sur la réglementation des télécommunications, de l'audiovisuel et du commerce électronique. Nombreuses et nombreux sont les anciens du programme DTIC qui ont rejoint Cullen International, de sorte que ce programme représente un vivier important pour le recrutement d'expert·es en réglementation des nouvelles technologies. Cullen International développe par ailleurs différentes formes de collaboration avec les étudiant·es du DTIC, sous la forme de mise à disposition d'informations et de stages. Ce programme de qualité repose sur les recherches menées par le CRIDS au cours des 25 dernières années."

Philippe Defraigne, Cullen International

CONDITIONS D'ADMISSION

ACCÈS SUR DOSSIER

- être titulaire d'un master sanctionnant des études de 2^e cycle d'au moins 120 crédits ou faire valoir son expérience avec la procédure de valorisation des acquis de l'expérience (VAE) ;
- l'admission se fait sur la base d'un dossier de candidature comprenant une lettre de motivation, ainsi que divers documents ;
- le candidat doit démontrer une connaissance suffisante en anglais pour suivre des exposés et un cours donnés dans cette langue ;
- démontrer une réelle motivation par rapport aux matières enseignées dans le master de spécialisation.



Découvrez le détail des cours sur :
www.dtic.be



DIRECTION

Professeure Cécile de Terwangne
(Direction)

Monsieur Jean-Marc Van Gyseghem
(Direction administrative)

INFORMATION

Madame Sarah Fievet
(Secrétaire du programme)
Rempart de la Vierge, 5 - 5000 Namur
Tél. : 081/72 52 04
sarah.fievet@unamur.be

INSCRIPTION

UNamur • Service des inscriptions
Rue de Bruxelles, 85 - 5000 Namur
Tél. 081/72 4013 ou 4015 ou 4016 ou 4017 ou 4022 ou 5722
inscriptions@unamur.be
www.unamur.be/inscription

